

Deux tiers des enseignants francophones estiment que le niveau baisse

Pour une très grande majorité d'enseignants francophones, le niveau des élèves serait en chute libre. Plus d'un tiers des élèves n'atteindraient pas un niveau jugé satisfaisant. C'est ce que démontre une enquête réalisée par l'Aped auprès de 1.150 enseignants. En cause : des bases peu solides, des classes trop grandes et des élèves peu stimulés par leurs parents.



CHARLOTTE HUTIN

Les élèves ne veulent plus travailler », « ils n'ont plus d'orthographe », « on n'est plus suffisamment exigeants ». Ces affirmations entendues à tout va renvoient à l'idée dominante selon laquelle le niveau de l'enseignement belge ne cesserait de baisser. Elles sont très vite balayées d'un revers de la main, par les sociologues et pédagogues, considérant que de tout temps, les plus âgés ont critiqué les générations qui les succédaient, voire que cette question manquerait de légitimité. De quel niveau parle-t-on ? Dans quelles disciplines ? Dans quelles écoles ? Chez quels élèves ? « La question du niveau est évidemment légitime, car une école qui offre les mêmes chances à tous les élèves implique à la fois de l'équité et de l'ambition », insiste Nico Hirtt, ancien professeur de physique et de mathématique, désormais chargé d'études à l'Aped (l'Appel pour une école démocratique). « Les premiers élèves impactés par une baisse du niveau de l'enseignement sont les enfants de classes populaires qui ne peuvent compter que sur l'école. » En d'autres termes, une baisse du niveau scolaire reviendrait à accroître les inégalités.

Afin de mieux cerner l'avis des enseignants sur cette question, l'Aped a mené une enquête auprès des principaux concernés. Plus de 1.000 enseignants du nord et du sud du pays ont répondu. *Le Soir* vous livre les principaux résultats.

1 **37 % des élèves n'ont pas le niveau**
A la question, êtes-vous d'accord avec l'affirmation « le niveau baisse », plus de 65 % des enseignants belges francophones répondent par l'affirmative. Près de 18 % ne sont pas d'accord avec ce

constat, autrement dit ils pensent que le niveau ne bouge pas ou, au contraire, qu'ils augmentent. Les 17 % restants sont « sans avis » ou estiment que « cela dépend des écoles » ou « des matières ». D'après les enseignants sondés, 37 % des élèves atteindraient un niveau de maîtrise ou de connaissance « faible » ou « tout à fait insuffisant ». A l'inverse, 32 % auraient un niveau « à peu près satisfaisant » et 31 % un niveau « tout à fait satisfaisant ».

Pourtant, les enquêtes internationales ne montrent pas une baisse de niveau côté francophone, du moins depuis le début du siècle (voir par ailleurs). « La Communauté française ne recule pas, parce qu'elle était déjà très basse dans le classement, mais au niveau international, il y a bien un recul », estime Nico Hirtt. « Par ailleurs, ces évaluations internationales mesurent certaines compétences en mathématiques, en sciences et en littérature à l'âge de 15 ans. La compréhension à la lecture ne nous dit rien sur la capacité en rédaction, l'orthographe et la grammaire. L'enquête Pisa est exclusivement axée sur les compétences telles qu'elles sont conçues par les milieux économiques et l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économiques) qui est demandeuse d'une main-d'œuvre adaptable, flexible mais qui n'est pas demandeuse de savoirs citoyens critiques. Dans tous les pays européens, on observe que les systèmes éducatifs recentrent leurs objectifs sur les questions des enquêtes Pisa, ce qui se fait au détriment d'autres apprentissages. »

2 **Des causes externes et familiales**
En tête des facteurs explicatifs, les enseignants francophones interrogés citent : l'absence de base solide, même en maternelle, et le nombre trop élevé de

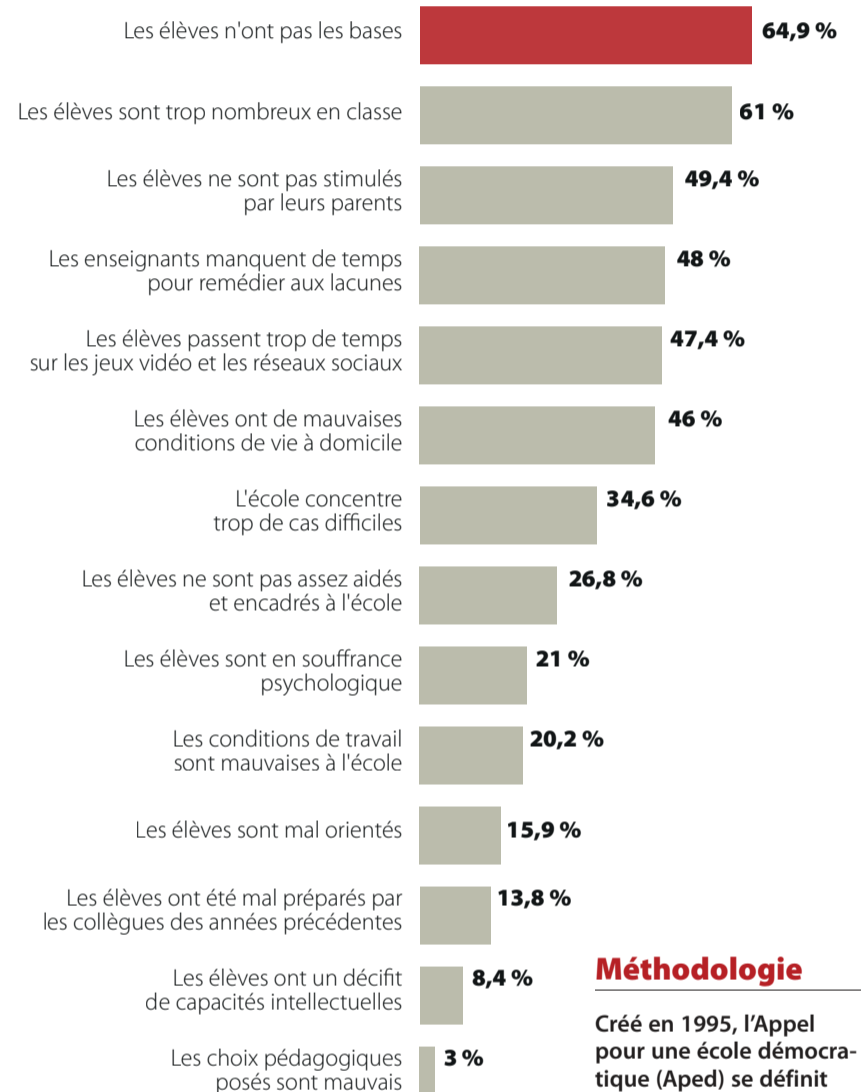
Malgré la mise en place du décret Inscription, la mixité scolaire reste pour beaucoup un idéal à atteindre.

© JOAKEEM CARMANS (STL)

jeunes par classes. « La taille des classes n'est peut-être pas le facteur le plus déterminant dans la réussite scolaire et la réduction des inégalités, mais c'est celui qui a le plus d'impact direct sur leur quotidien », analyse Nico Hirtt. Parmi les autres sources de difficultés scolaires, les enseignants évoquent le manque de stimulation de la part des parents, les conditions familiales, le temps passé devant les écrans et l'absence de temps pour remédier aux lacunes. « Il y a une tendance des enseignants à penser que les parents devraient jouer un rôle prépondérant dans la réussite scolaire de leur enfant », décrypte Olivier Mottint, instituteur et chargé d'étude à l'Aped. « On s'en remet ainsi aux déterminants sociaux pour expliquer la réussite scolaire. Les enseignants voudraient que l'école fasse l'essentiel du job, mais comme ils ont trop d'élèves et trop d'élèves en difficulté, ils sont obligés de s'en remettre aux parents. »

A l'inverse, un prétendu déficit intellectuel des élèves et de mauvais choix pédagogiques dans le chef des enseignants sont très peu cités pour expliquer les difficultés des élèves. « Concernant le déficit intellectuel, on remarque d'importantes différences entre le nord et le sud du pays », observe Nico Hirtt. En Flandre, pas moins de 22 % des enseignants estiment que les causes des difficultés scolaires sont souvent un déficit de capacités intellectuelles.

A propos des élèves en difficulté, quelle est la proportion d'enseignants belges francophones à penser que la cause est souvent que ... ?



Source : Aped

3 Et maintenant, on fait quoi ?

Pour contrecarrer cette prétendue baisse de niveau et améliorer notre système éducatif, qui, lui, en a grandement besoin, les enseignants ont plein d'idées : diminuer la taille des classes d'abord, réduire la ségrégation scolaire ensuite, et donner plus d'autonomie aux enseignants. « La grande majorité des enseignants, même ceux qui enseignent dans des milieux dits favorisés, estiment qu'on pourra relever le niveau scolaire en luttant contre les « écoles ghettos », pointe Nico Hirtt. « En Fédération Wallonie-Bruxelles, on sait que les élèves en difficulté sont concentrés dans les mêmes écoles. »

Malgré la mise en place du décret Inscription, qui régularise les inscriptions en première secondaire pour plus d'équité entre élèves, la mixité scolaire reste pour beaucoup un idéal à atteindre. « Notre proposition », avance le militant de l'Aped, « est d'introduire une politique d'inscriptions scolaires qui, en proposant d'emblée une école aux parents (sans obligation), permettrait aux pouvoirs publics d'intervenir de façon proactive pour limiter la ségrégation sociale, en particulier dans les zones urbaines ». Cette idée, qui rencontre l'adhésion de chercheurs en sciences de l'éducation et des milieux associatifs, peine à atteindre le monde politique. « Toucher ou avoir l'impression de toucher à la liberté de choix des parents relève d'un tabou. C'est pourtant l'une des conditions essentielles du succès du tronc commun. » Un tronc commun qui ne remporte l'adhésion que de 26 % des enseignants sondés...

Méthodologie

Créé en 1995, l'Appel pour une école démocratique (Aped) se définit comme un mouvement belge de réflexion et d'action qui œuvre pour la démocratisation de l'enseignement. L'ASBL est composée d'environ 300 membres : des enseignants de différents réseaux, des chercheurs en sciences de l'éducation, des professeurs de hautes écoles. Pour cette enquête, l'Aped a créé un questionnaire en ligne de 28 questions. Celui-ci est resté ouvert durant les derniers mois de 2022 et les six premiers mois de 2023. Au total, 1.151 personnes ont complété le questionnaire entièrement (483 néerlandophones et 668 francophones). L'échantillon compte une majorité d'enseignants et enseignants actifs (86,3 %), retraités (6,3 %), directeurs (1,7 %) et autres personnels de l'éducation (3,5 %). Ils proviennent pour la plupart de l'enseignement fondamental (33,1 %), du secondaire général (33,8 %) et du qualifiant (19,5 %). Les différents réseaux d'enseignement (l'officiel, l'officiel subventionné, le libre confessionnel et non confessionnel) sont représentés. C.H.N